

18 novembre 2015 **Journée de grève nationale à la DGFIP**

Alors que les charges de travail augmentent et que les conditions de travail et d'exercice des missions ne cessent de se dégrader, la réponse politique est la suppression de 2130 emplois et une nouvelle baisse du budget de fonctionnement de la DGFIP en 2016. La loi de finances 2016 poursuit l'œuvre de destruction de la DGFIP engagée par les précédentes lois de finances, la démarche stratégique et l'adaptation des structures du réseau (ASR).

De plus, le lancement de la retenue à la source en 2018 est actée. Ses effets, quels que soient les scénarios, seront destructeurs pour les services en charge de l'assiette et du recouvrement des impôts des particuliers (SIP, CPS, centres d'encaissement...), tout comme ceux de l'obligation de télédéclarer.

En outre, la réforme territoriale, avec la création annoncée d'énormes intercommunalités, va conduire à une hyper concentration des trésoreries, voire leur remplacement pur et simple par des agences comptables. Les services de directions n'échapperont pas aux concentrations, à l'inter départementalisation et à la régionalisation de certaines missions.

Sur fond de précipitation dans les restructurations et d'accélération des concentrations de services, la DG envisage de remettre en cause certaines règles de gestion et refuse d'utiliser le budget précédemment alloué à la « prime d'intéressement collectif » pour revaloriser le régime indemnitaire des agents A, B et C. La coupe est pleine : il faut stopper cette spirale infernale.

Une seule alternative : combattre !

Depuis le mois de septembre, à l'appel de Solidaires Finances Publiques, de nombreuses actions locales et des rassemblements ont permis d'alerter le public, la presse et les élus sur la dégradation du service public fiscal, financier, foncier et de gestion publique.

Les organisations syndicales de la DGFIP ont suspendu leur participation aux instances. Elles se sont adressées aux Ministres. Les 1ères convocations des CAP nationales ont été boycottées. La même stratégie est désormais développée au niveau local. Les fédérations des finances ont quitté les dernières instances nationales, et ce d'autant plus que l'action sociale est frappée. Vos représentants et vos élus ont décidé d'agir pour que s'arrête le massacre et le dépeçage de la DGFIP.

Il est temps pour vous toutes et vous tous de les rejoindre dans l'action, de manifester votre mécontentement et de faire valoir vos attentes pour qu'enfin, la DG et le gouvernement nous entendent !

A l'appel de Solidaires Finances Publiques, CGT Finances Publiques et FO DGFIP, journée nationale de grève « DGFIP » le 18 Novembre !

Solidaires Finances Publiques appelle les agents à se mettre en grève et à manifester

- Pour des règles de gestion claires et équitables : contre leur déréglementation.
- Pour une amélioration rapide et concrète des conditions de vie au travail.
- Pour une défense et une reconnaissance des qualifications.
- Pour une revalorisation des rémunérations (point d'indice, indemnitaire).
- Pour un service public efficace doté des moyens suffisants.

Demain, il sera trop tard !... Le 18 novembre,
jour du CTR « suppressions d'emplois »
Toutes et tous en grève et dans les rassemblements !
A Paris, un rassemblement est organisé devant Bercy

Pour nous joindre : contact@solidairesfinancespubliques.fr